

N° DP 24/704

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN DE LA FORET COMMUNALE DE LA SEYNE-SUR-MER POUR LA PRATIQUE DE VOL LIBRE SITUE SUR LE SITE DU MASSIF DU CAP SICIE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°06/12/29/202 portant le transfert de la gestion du Massif du Cap Sicié au profit de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée à compter du 1^{er} janvier 2007,

VU la compétence « Actions de Valorisation du Patrimoine Naturel et Paysager » acquise lors du passage en Métropole au 1^{er} janvier 2018,

VU le projet de convention d'occupation temporaire ci-joint,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est gestionnaire du Massif du Cap Sicié depuis 2007 situé sur les communes de La Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT le développement de la pratique encadrée du vol libre dans la forêt communale de La Seyne-sur-Mer située au sein du Massif du Cap Sicié,

CONSIDERANT la nécessité de régulariser l'utilisation d'une zone d'envol et d'atterrissage dans la forêt communale de La Seyne-sur-Mer par une convention d'occupation temporaire et d'encadrer cette activité dans le respect des équilibres naturels du site,

CONSIDERANT que la ville propriétaire du massif consent la mise à disposition à la Fédération susvisée et la Métropole en qualité de gestionnaire donne son visa,

CONSIDERANT que cette convention est consentie à titre gratuit, sur une durée de 3 ans renouvelable tous les 3 ans par tacite reconduction sans dépasser la durée maximale de 9 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE VISER la convention d'occupation temporaire avec la commune de La Seyne-sur-Mer, l'Office National des Forêts et la Fédération Française de Vol Libre pour la pratique du vol libre sur la forêt communale de La Seyne-sur-Mer situé dans le Massif du Cap Sicié.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

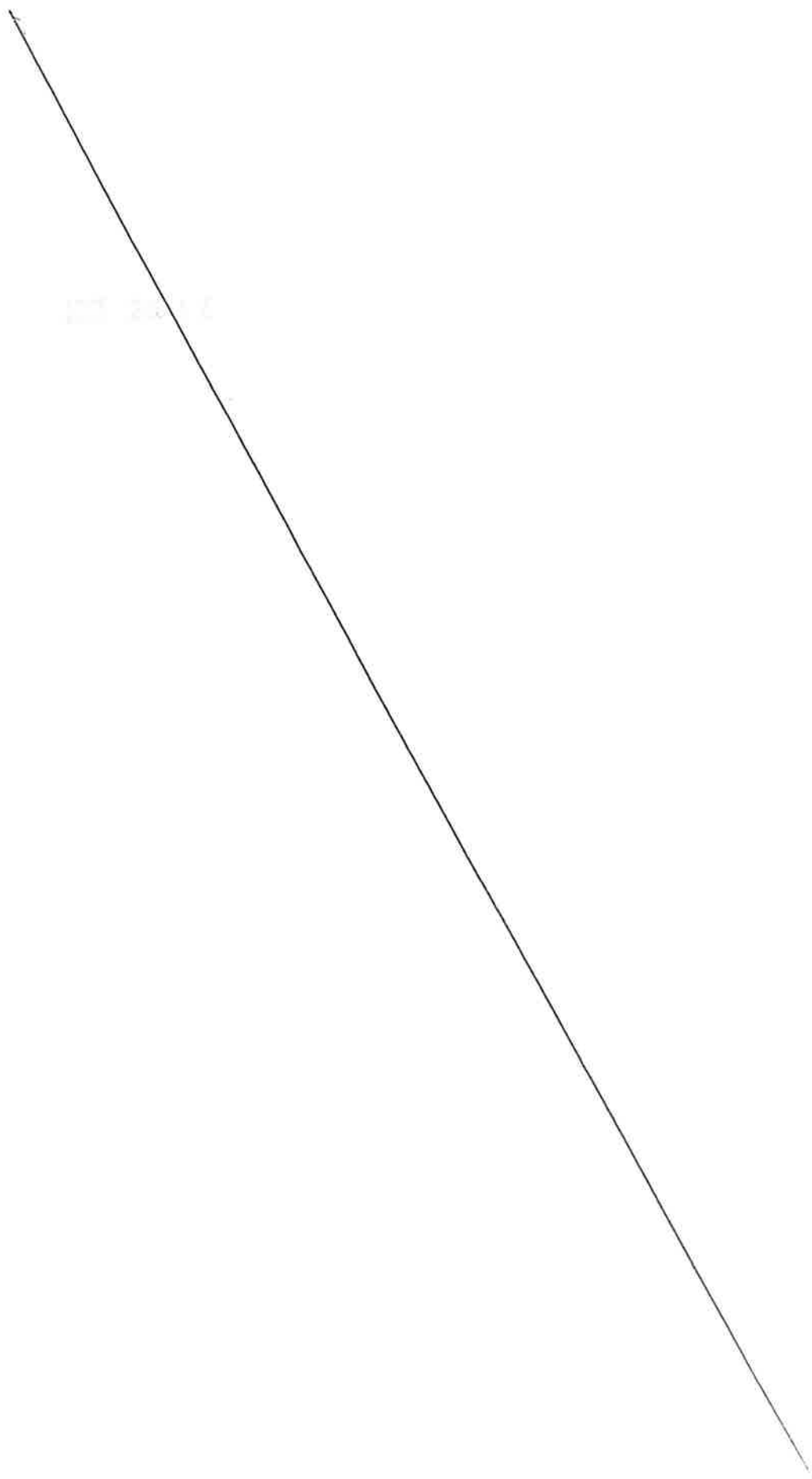
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **31 JUIL. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







FORET COMMUNALE DE LA SEYNE-SUR-MER
Convention d'occupation temporaire de terrain
pour la pratique du vol libre

Entre les soussignés :

La commune de La Seyne-sur-Mer, membre de la métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Maire, Mme Nathalie BICAIS, agissant en cette qualité et conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 JUILLET 2020 PORTANT DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE ET AUTORISANT LA SUBDÉLÉGATION, MODIFIÉE PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 SEPTEMBRE 2020,

Assistée de l'Office National des Forêts, représenté par Monsieur Gildas REYTER, Responsable du service forêt à l'Agence territoriale Alpes-Maritimes Var dont les bureaux pour le Var sont situés au 101 chemin San-Peyre, 83220 Le Pradet,

désignée ci-après la commune,

d'une part,

et la Fédération Française de Vol Libre, représentée par Monsieur François-Xavier VISSE, Président du Comité Départemental du Var de Vol Libre (CDVL83), dont les bureaux sont situés Espace Associations, Centre Joseph Collomp, place René Cassin, 83300 DRAGUIGNAN,

désignée ci-après le « bénéficiaire »,

d'autre part,

EXPOSE DES MOTIFS

Le bénéficiaire souhaite développer la pratique de vol libre sur le site du Cap Sicié, lieu naturel emblématique de la métropole Toulon Provence Méditerranée, situé sur la côte maritime et disposant d'un point de vue remarquable sur l'agglomération et les monts toulonnais. Par ailleurs cette zone bénéficie d'un potentiel de vent.

La commune dispose d'une zone déjà utilisée comme aire d'envol et d'atterrissage par les pratiquants de vol libre, au sein de la forêt communale, dans le Massif du cap Sicié, bénéficiant du régime forestier.

Soucieuse de régulariser cette situation et d'encadrer cette activité dans le respect des équilibres naturels du site, et considérant que cette activité ne porte pas préjudice à la forêt,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La commune consent au bénéficiaire, aux clauses et conditions ci-après énoncées, l'utilisation de l'immeuble ci-après désigné :

SLOW

- 1 zone d'une superficie de 700 m², sise dans la parcelle cadastrée n° 03 de la forêt communale, comme aire de décollage et/ou atterrissage pour la pratique de vol libre conformément au plan ci-joint.
- Ce(s) terrain(s) est(sont) ouvert(s) sans restriction aux personnes pratiquant le vol libre dès lors qu'elles sont en possession d'une responsabilité civile correspondante.
- Dénomination et localisation du site :
Le Mai - Cap Sicié
Pistes des Terres Gastes
83500 LA SEYNE-SUR-MER
Coordonnées GPS : 43.0552 ; 5.8585

ARTICLE 2 - DURÉE

La présente concession est consentie pour une période de 3 ans à compter de la date de notification de la présente.

Elle se renouvellera dans les mêmes termes et par période de 3 ans par tacite reconduction sans toutefois dépasser une durée maximale de neuf ans.

ARTICLE 3 - REDEVANCE - RÉVISION

La concession est consentie à titre gratuit.

Par ailleurs, une somme forfaitaire de 150 € TTC pour frais de dossier et de gestion, sera due à l'ONF et exigible à la signature de l'acte.

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SITE ET DE L'ACTIVITÉ

Le bénéficiaire devra :

- Respecter les périmètres militaires de restriction de vol,
- Respecter le périmètre de restriction de vol pour raison biologique (Faucon pèlerin ligne de crête du Cap Sicié). Une carte sera réalisée et transmise par le Service Environnement de la Métropole,
- Respecter les périodes d'interdiction de vol liées aux travaux de la Station d'épuration Amphitria ou de tout autres travaux nécessitant le survol d'hélicoptères,
- respecter l'arrêté préfectoral du 19 06 2018 réglementant dans le Département du Var la pénétration dans les massifs forestiers. Du 21 juin au 20 septembre, l'accès à l'ensemble des massifs forestiers du Var est réglementé suivant le niveau de risque feu de forêt fixé quotidiennement par la préfecture du Var. Ces dates pourront être modifiées en fonction des conditions climatiques. A partir des prévisions spécialisées de Météo France, la préfecture émet quotidiennement une carte matérialisant le niveau de risque incendie par massif. Cette carte est consultable à partir de 19 h pour le lendemain sur le portail internet de l'État dans le Var. **En cas de risque d'incendie Très Sévère et Extrême (couleur rouge) : l'accès et la présence des personnes dans les massifs forestiers sont interdits.** Pour mémoire : en cas de risque sévère (couleur orange), l'accès est déconseillé.
- Réaliser un état des lieux pour recenser les enjeux de biodiversité, en lien avec le Service Environnement de la Métropole
- Respecter les espèces présentes et les aménagements qui pourraient être mis en place,
- Respecter les autres aménagements mis en place sur le secteur (emblavures et points d'eau pour le petit gibier),
- Participer chaque année à une réunion de bilan de cette pratique pour surveiller l'évolution de la fréquentation du site notamment (estimation de la fréquentation actuelle du site, seuil à fixer ?...)
- Participer à raison de 1 à 2 journées par an aux actions menées par la Métropole sur le site ou à ses abords (journées de nettoyage du site, chantiers citoyens pour la réalisation de petits aménagements, animations durant des journées grands publics...)

Conditions particulières :

- 1 - La couverture végétale devra être préservée et éventuellement reconstituée en nature en cas de dégradations dues à la pratique du vol libre. Ne pas "dénaturer" l'aire de départ (ne pas couper les plantes, buissons, fleurs ou végétation poussant à cet endroit)
- 2 - Les menus travaux d'aménagement éventuels (débroussaillage, pose de manches à air, panneaux, filets, etc...) ne pourront être entrepris par le concessionnaire qu'après accord de la commune et du représentant de l'ONF et de la Métropole. Faute de réponse négative dans les 15 j de la demande, l'accord sera réputé avoir été octroyé.
- 3 - L'accès au site en véhicules motorisés est formellement interdit.
- 4 - Le feu de bivouac est strictement interdit de même que l'abandon des ordures.
- 5 - Le site concerné conserve sa vocation forestière et environnementale; la jouissance de la présente autorisation ne pourra donc se faire que dans les limites compatibles avec cette vocation.
- 6 - Aucune compétition ne pourra être organisée sur le site sans l'accord préalable de la commune après consultation de l'ONF et de la Métropole.
- 8 - La présente convention ne confère pas au bénéficiaire l'exclusivité du(des) terrain(s) concerné(s). Cependant, dans le cas d'autres demandes d'utilisation, la commune s'engage à consulter le bénéficiaire avant de donner son accord.
- 9 - Le bénéficiaire assure sous son unique et entière responsabilité l'organisation et le développement du vol libre pratiqué par ses membres.
- 10 - Au cas où des travaux de reboisement ou des coupes de bois devraient avoir lieu à proximité immédiate du(des) terrain(s), la commune s'engage à en aviser le bénéficiaire ; ces interventions pouvant modifier les conditions de sécurité.

ARTICLE 5 - REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le(s) terrain(s) est(sont) mis à disposition en son(leur) état actuel. **En aucun cas le bénéficiaire ne pourra couper les arbres ou arbustes. Il devra maintenir les lieux en parfait état de propreté.**

Le concessionnaire sera tenu d'assister à une reconnaissance faite avec l'Office National des Forêts pour dresser un état des lieux avant l'entrée en vigueur de la concession ainsi qu'à son expiration.

A la fin de la convention, à quelque époque et pour des raisons de gestion du site du Cap Sicié, la commune pourra exiger que le(s) terrain(s) soi(en)t remis en leur état primitif par les soins du bénéficiaire ou à ses frais. En toute hypothèse, le bénéficiaire n'aura droit à aucune indemnité du chef des constructions et travaux divers effectués par lui sur le terrain concédé.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

Le bénéficiaire est impérativement tenu de souscrire une assurance responsabilité civile qui couvre, pendant toute sa durée, l'ensemble des risques liés à l'exercice de la convention d'occupation, notamment les risques d'incendie de forêt. Les dégâts liés à un incendie ne seront couverts par l'assurance du bénéficiaire, qu' à condition qu'un lien de causalité entre le pratiquant et l'incendie soit établi.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ

Le bénéficiaire demeurera seul responsable de tous dommages ou délit causé aux personnes et aux choses, survenu du fait ou à l'occasion de la jouissance de la présente convention et de ce fait dégage la commune, l'ONF et la Métropole de toute responsabilité en cas de dommages et accidents pouvant survenir aux membres et assimilés.

Le bénéficiaire dégage de toute responsabilité la commune, l'ONF, la Métropole et leurs ayants droit du fait de l'usage qui est fait du(es) terrain(s) en cas d'accident lié à la pratique du vol libre

ARTICLE 8 – SOUS LOCATION

La sous-location partielle ou totale des parcelles concédées est formellement interdite.

ARTICLE 9 - IMPOTS - TAXES

Le concessionnaire devra supporter tous impôts ou taxes afférents aux lieux concédés et satisfaire à toutes charges de ville ou de police.

ARTICLE 10 - RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée :

- 1) de plein droit après mise en demeure sans effet dans le délai prescrit, si le concessionnaire n'exécute pas une ou plusieurs de ses obligations contractuelles, lorsque l'inexécution porte atteinte soit à la conservation des biens, soit à la gestion et à la surveillance exercées par l'ONF
- 2) à la demande du concessionnaire, moyennant un préavis de trois mois stipulé par courrier envoyé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 11 - ENTRETIEN

Le bénéficiaire sera tenu d'exécuter, à toutes réquisitions de la commune et de l'ONF, les travaux nécessaires pour réparations des dégradations résultant de l'exercice de la convention.

ARTICLE 12 - CHANGEMENT DE L'ÉTAT DES LIEUX

Le bénéficiaire ne pourra effectuer aucune construction ni changement dans l'état des lieux. En cas de constructions édifiées ou de changement apportés à l'état des lieux, sans qu'il y ait autorisation, le bénéficiaire pourra être mis en demeure de rétablir à ses frais, les lieux en leur état primitif. S'il ne s'exécutait pas dans le délai d'un mois, il y sera procédé à ses frais.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS DIVERSES

Seront au surplus, exécutées, le cas échéant, les dispositions du Code Forestier, les lois relatives au contrat de louage de choses entre particuliers dans toutes celles de leurs dispositions qui n'ont rien de contraire aux clauses et conditions sus-énoncées.

Envoyé en préfecture le 28/02/2024

Reçu en préfecture le 28/02/2024

Publié le

ID : 083-218301265-20240227-DEL_24_025-DE

SLOW

ARTICLE 14 - FRAIS

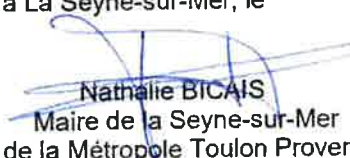
Les frais de timbre et d'enregistrement éventuels sont à la charge du bénéficiaire.

PJ : 1 plan de situation

Fait à La Seyne-sur-Mer, le

Le bénéficiaire :
Fédération Française de Vol Libre
Monsieur François-Xavier VISSE,
Président du CDVL83




Nathalie BICAIS
Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Présidente de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Conseiller Départemental du Var

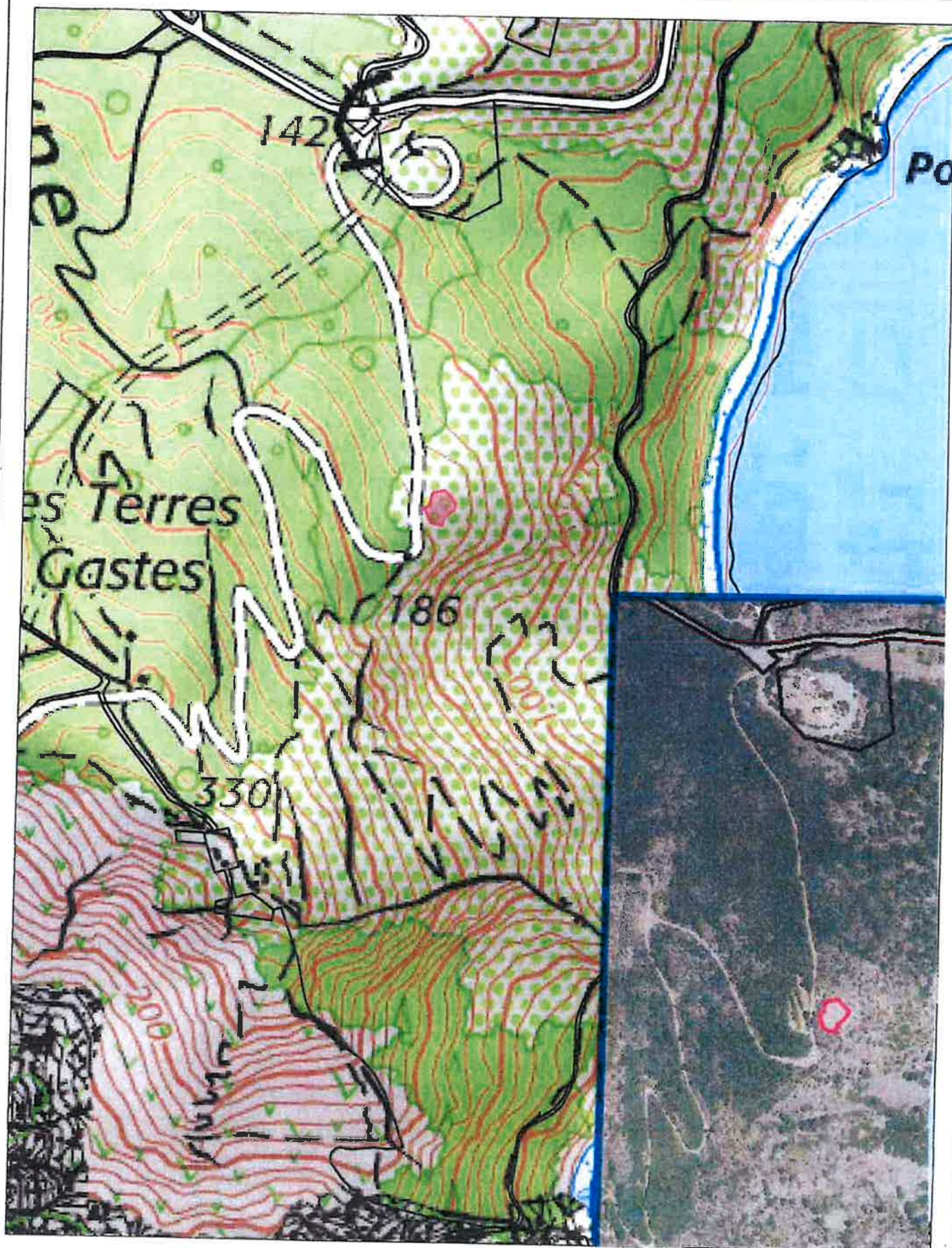
Visa ONF

Pour le Directeur d'agence et par délégation,
Gildas REYTER, Responsable du Service Forêt
Provence Méditerranée



Visa Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole Toulon



Commentaires

Forêt communale de la Seyne sur Mer - Aire de décollage et atterrissage parapente

© IGN / ONF Toute reproduction interdite



Echelle : 1 : 5000

